

CAHIERS



DE LAMETALLURGIE

Publication de l'Institut C.G.T. d'Histoire Sociale de la Métallurgie



Ambroise Croizat Ministre du travail

Secrétaire Général de la FTM CGT

L'œuvre sociale de ce ministre que les salariés appelaient « le ministre des travailleurs », doit-être reconnue par la Nation.

L'Union Fraternelle des Métallurgistes fête ses 75 ans



N° 40 Juin 2012

Les Cahiers de l'histoire de la Métallurgie 94 rue Jean-Pierre Timbaud 75011 Paris Tél:01.53.36.86.38. Fax:01.53.36.81.38

> http://www.ftm-cgt.fr e-mail: ihs.gas@free.fr Imprimé par nos soins.

Sommaire

■ EDITO

- P. 1
- Hommage à Marc Blain P.2
- Célestin Leduc

P.3 et.4

Les dossiers de la métallurgie CGT Du 17 octobre 1961 aux accords d'Evian Paginés de l à VIII

Les célébrations du 8 mai

P.5 - 6 et 7

■*MACIF*

P.8

Maquette et rédaction: JP Elbaz

ET MAINTENANT!

Depuis 2007, le système Sarkozy a tout osé. Il n'a eu de cesse d'étouffer les luttes sociales, de réécrire l'histoire et de l'instrumentaliser(*). Il a été complice sur l'opération de réhabiliter Louis RENAULT. Il n'a pas hésité à re-fabriquer chaque jour « l'identité nationale » afin d'imposer une vision binaire de notre société organisée en deux catégories de citoyens, dont l'une est désignée comme responsable des problèmes de l'autre. Ces catégories sont mouvantes, mais toujours constantes et tranchées idéologiquement:

Français/immigrés, travailleurs/assistés, gens honnêtes/délinquants.

Une page nauséabonde se tourne avec la défaite de SARKOZY. Mais tout reste à faire pour restaurer la représentation syndicale, démanteler les multiples falsifications de notre histoire sociale et pour se sortir d'un système avec pour seul fondement la haine de l'autre.

La société n'a que deux voies possibles : ou bien elle engage courageusement le combat politique contre les oligarchies financières et les contraint à accepter la loi de l'intérêt général par le partage des richesses, ou bien elle se saborde dans des discours de haine, de culture des privilèges et de confiscation de tous les pouvoirs par quelques uns. Il n'y a pas de voie moyenne, ni de compromis possible. Il est vital que la nouvelle majorité issue des urnes impose d'urgence une réelle politique sociale, seule capable de sauvegarder le nom, l'esprit et la vérité de la démocratie. Une politique qui dénonce sans relâche l'égoïsme des privilégiés, prêts à tous les mensonges éhontés, à toutes les compromissions et autres collaborations avec les populismes xénophobes. Car à ceux-là il faut opposer bien plus fermement la défense radicale de la démocratie comme expression libre confrontation ouverte des antagonismes sociaux.

Il ne faut pas que le nouveau gouvernement s'enferme dans un discours technocratique globalisant et généraliste pour éviter de s'adresser concrètement à ceux qui gagnent moins de 1500 euros par mois, c'est-à-dire la moitié de la population.

Dénoncer la montée des populismes, la politique xénophobe des possédants, la guerre de classe, l'égoïsme meurtrier, ne suffit pas. Il faut y remédier et pour cela engager la lutte pour la justice sociale et le partage des richesses – la nationalisation des banques, comme en 1945 pour interdire aux marchés financiers de prê-

ter de l'argent aux états à des prix prohibitifs comme on le voit chaque jour, alors même que nous avons renfloué leurs établissements bancaires avec nos impôts. C'est la seule voie de sauvegarde des libertés démocratiques, il n'y en a pas d'autres, il n'y en a jamais eu d'autre. Lorsque le combat politique pour la justice sociale n'est pas mené, c'est la démocratie qui recule. C'est se voiler la face que de s'imaginer que la frange populaire victime de la crise qui a voté Front National le 22 avril est récupérable telle quelle sur les valeurs qui sont les nôtres. Face à la situation dangereuse dans laquelle nous sommes il nous faut déployer avec combativité, ténacité et courage une vaste campagne pédagogique de démasquage des véritables responsables de la crise. C'était le sens du colloque et de son succès, organisé par la CGT le 19 Janvier face à la banalisation du Front national. Il n'est pas trop tard pour remonter le courant. S'Il est très important que Nicolas SARKOZY ait été éjecté de la présidence par le suffrage universel, certes sans grand enthousiasme ni dynamique pour son remplaçant, c'est d'une république totalement renouvelée que nous avons besoin, d'une vrai politique démocratique et sociale, d'une révolution citoyenne.

Des signes forts et immédiats doivent être actés dans le champ de l'histoire et de la mémoire en particluier:

- la reconnaissance de ce qui s'est passé le 17 octobre 1961, qui est un engagement de François Hollande,
- l'abandon du projet Sarkozyste d'une Maison de l'Histoire de France dont le but ne vise qu'à exalter la France éternelle et à sacrifier les Archives nationales,
- accroître les moyens pour la recherche, réhabiliter l'enseignement supérieur et secondaire, maintenir un enseignement obligatoire d'Histoire et de Géographie en Terminale scientifique comme le réclame depuis plusieurs années l'association des professeurs d'histoire et de géographie.

Cette nouvelle page d'histoire, c'est à nous de l'écrire maintenant.

ROGER Gauvry, Secrétaire de l'IHS CGT Métallurgie

(*) Comment Nicolas Sarkozy écrit l'histoire de France de Laurence De Cock, Nicolas Offenstadt, Collectif- Editeur Agone





Marc est rentré comme ouvrier professionnel, en 1973, aux usines Berliet de Vénissieux. Très vite, il se syndique à la CGT et s'investit dans le mouvement syndical imprégné par l'engagement syndicaliste de son père à la CFDT. Il va très vite s'affirmer comme dirigeant de premier plan de la plus grande entreprise de la métallurgie Rhône-Alpes.

Après avoir été secrétaire du CE, il est élu secrétaire général du syndicat CGT. Il va alors animer de nombreuses luttes pour les revendications, le

développement industriel, mais aussi pour les libertés syndicales.

Après la fusion Berliet-Saviem, qui donnera naissance à RVI, il sera élu au comité de groupe de la Régie Nationale des Usines Renault. Plus tard, Marc sera l'artisan de la construction de la coordination nationale des syndicats CGT de RVI afin de travailler les convergences revendicatives et de luttes sur les sites du groupe.

Attaché à la justice sociale et à la démocratie, Marc agissait aussi pour une transformation profonde de la société et prolongera donc son engagement en adhérant au Parti Communiste Français.

Tout au long de ces années 80, Marc et ses camarades affrontent la vindicte patronale. Ainsi, il sera inculpé, avec 8 autres militants, pour avoir dénoncé le fichage des militants syndicaux et des salariés de l'entreprise.

Par son engagement personnel et ses capacités d'organisation collective, il donnera à cette bataille, pour les libertés et la justice, une réelle

Marc Blain ancien secretaire de la fédération nous a quittés

Notre ami et camarade Marc Blain nous a quittés mercredi 27 avril, à 56 ans, vaincu par la maladie après avoir résisté, sans relâche, depuis plus d'un an. Sa famille, ses amis et camarades lui ont rendu hommage vendredi 29 avril. La prise de parole de Philippe Martinez, secrétaire général de la fédération CGT de la métallurgie. (parue dans le courier fédérale N°301 du 5 mai 2012)

dimension nationale. 30 000 salariés accompagneront les **«9 de RVI»** au tribunal qui les relaxera.

Cet important succès, ses qualités de dirigeant et de négociateur, sa dimension humaine donneront à Marc une notoriété auprès des syndicats de la métallurgie et des organisations de la CGT. Aussi, il est élu secrétaire général de l'USTM du Rhône où il va s'investir à temps complet après avoir construit sa relève à RVI.

Au congrès la Fédération, à Marseille, en **1986**, il est élu membre de la direction nationale. Puis remarqué par ses capacités à impulser la vie syndicale et la syndicalisation, il sera élu, au congrès de Paris en 1997, membre du bureau et du secrétariat fédéral chargé des questions d'organisation. Dans une période complexe et tourmentée de la vie de la fédération, il saura avec les autres camarades du secrétariat de l'époque résister et construire. Résister pour rester fidèle aux orientations votées par les syndiqués lors des congrès et veiller à ne pas déroger à la démarche démocratique qui associe en permanence les adhérents et les salariés.

Et construire pour préparer l'avenir. Il sera l'un des animateurs qui amorcera la reconquête des forces organisées CGT dans la métallurgie, et portera la formule «consacrer 50% de son temps militant à la vie syndicale» qui reste toujours une référence dans nos murs

Toujours soucieux du collectif, il favorisera en permanence l'émergence de jeunes camarades aux responsabilités.

Ainsi, il contribuera, non sans une certaine fierté, à la mise en place d'une formation pour les futurs dirigeants fédéraux. Pari réussi puisque 3 membres sur 5 du secrétariat actuel, ont participé à la première de ces formations.

Au cours de toutes ces années de mandat, il démontra ses capacités d'anticipation, son attachement à l'indépendance du syndicalisme CGT et à l'unité d'action syndicale.

En **2008**, Marc avait été très fier de la tenue et de laréussite du congrès fédéral

à Lyon, dans sa région. Réussite collective de toute l'équipe CGT locale avec notamment notre regretté Serge Clape. C'est à ce congrès qu'il prendra la responsabilité nationale de l'activité et l'animation métallurgie dans les régions et territoires. Simultanément, il assumera celle de l'animation régionale métallurgie en Rhône-Alpes où il impulsera un travail collectif et des coopérations avec les organisations interprofessionnelles de la CGT. Là encore, Marc nous surprendra par sa capacité à proposer, à construire et à former sur ses responsabilités passées, pour lui : «changer de responsabilité quelle qu'elle soit, c'est normal dans la vie d'un militant».

L'an dernier, il souhaitait participer au congrès fédéral à **Reims**. Il ne put le faire à son grand désarroi. Réélu au bureau fédéral, nous étions toujours ravis de ses passages aux BF ou CEF à Montreuil. Il avait d'ailleurs participé à la construction de la feuille de route du mandat lors d'une réunion en juin dernier. Chacune de ses interventions montrait à chaque fois combien il suivait l'activité fédérale, la vie de la CGT et l'actualité en général.

Derrière le dirigeant et le militant, il y avait également l'homme chaleureux, convivial... et sportif car Marc était une véritable encyclopédie du football. Avec la disparition de Marc, les syndicats de la métallurgie et les organisations de la CGT perdent un éminent dirigeant syndical, aux grandes qualités humaines. Marc était un homme d'écoute, toujours fraternel qui savait assumer ses responsabilités avec autant de rigueur et de pugnacité que de convivialité et de fraternité, tant il considérait les militants, d'abord comme des hommes et des femmes avec leurs sensibilités, qu'il respectait.

Nous avons en nous cette conviction militante, cet engagement individuel au service du collectif qui nous fait souvent dire: «seuls les combats que l'on ne mène pas sont perdus d'avance». C'est aussi cette image et cette volonté que nous voulons garder de Marc.

Hommage à Célestin Leduc prononcé au 70éme anniversaire à Dechy 14/04/12 Par Claude Ven





C. Ven Place Jean desmaison à Dechy

Il y a quelques semaines, en fin d'année dernière, nous étions ici même pour célébrer la mémoire de Jean Demaison ancien secrétaire général de la fédération des travailleurs de la métallurgie CGT. En effet depuis 1992, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'assassinat de Célestin Leduc, la municipalité de Dechy a donné le nom de Desmaison à cette place. C'est pour nous métallos un rendez-vous important qui fut l'occasion il y a 10 ans d'une grande initiative et d'une publication qui reste un document de référence.

Aussi le **3 décembre** dernier, en présence de **Philippe Martinez** notre secrétaire général nous n'avions pas manqué de saluer la mémoire de cet autre métallurgiste : notre camarade **Célestin Leduc**.

La mairie de **Dechy** et les membres de son conseil municipal nous avaient fait l'honneur à cette occasion de nous recevoir dans cet estaminet en nous faisant part de leur ambition de réhabiliter l'ancien café « **chez Léa** » en petit musée.

En pénétrant dans ce lieu de mémoire, en découvrant cet humble bâtisse un temps oubliée et préservée dans ses teintes et ses vapeurs d'un autre temps, il m'était venu les mots d'un homme du pays bigouden qui avait écrit : « ici on est né, on a aimé, on a vécu, bien parfois, mal souvent peut-être, mais vécu tout de même. Passants respectez notre histoire, elle le mérite. »

Des femmes et des hommes ont vécu, espéré et souffert ici même au cœur du pays minier. Mais ils y ont aussi lutté, chacun à leur manière, chacun avec leurs armes, comme le font les pauvres et les exploités de tous les horizons : en levant le poing, le cœur sur la table et le sang sur le pavé.

Dans cette modeste demeure a vécu un homme qui, a son pas, au rythme de ses forces, à la dimension de ses convictions et jusqu'au bout de sa volonté a tracé un profond sillon sur cette terre du **Nord**.

Le bassin minier en 1887 c'est le germinal de **Zola**. C'est « descendre au fond » dès l'âge de 13 ans, dans des conditions que l'on a peine à imaginer aujourd'hui, même si elle nous ont été depuis racontées et reconstituées parfois avec conviction. Cette cruelle vérité d'une implacable exploitation, qui va jusqu'à l'épuisement des enfants, n'a pour l'époque rien que de plus banal. Mais si elle nous parait aujourd'hui comme une terrible expérience, inacceptable et indigne du respect de la vie et de sa dignité, c'est parce que des femmes et des hommes comme Célestin Leduc se sont battus pour faire émerger cette évidence.

Célestin sera élu socialiste au conseil municipal de **Dechy** dès **1919**, secrétaire de la cellule du PCF après le congrès de Tours, secrétaire du syndicat CGT des métaux de **Douai** de **1922** à **1935** et Conseiller Prud'hommes à **Douai** de **1926** à **1932**.

Militant actif pour ne pas dire acharné il est acteur de ces décennies qui précéderont la deuxième guerre mondiale et s'opposera au grand patronat, cet artisan de la débâcle, de l'occupation, de la collaboration et de la déportation de centaines milliers de femmes, d'hommes et d'enfants.

Le chemin qui mènera du crach financier de 1929 au défilé de troupes nazies sur les champs Elysées ne sera pas une longue descente aux enfers. Face à la tentative de putsch des ligues fascistes en février 1934 ce sera l'union et le rassemblement des forces progressistes qui conduira à la victoire du front populaire.

Comme le disait Jean François Larosière: « 1936 est une révolution culturelle, l'émergence d'une nouvelle génération politique que l'on retrouvera dans la résistance. Le front populaire à durablement forgé les consciences, non seulement du coté des partisans mais aussi celui de ses adversaires. C'est une véritable peur de classe qui s'est introduite dans les milieux dirigeants. » Rappelons nous cette litanie de mots et d'expressions : « la pause » dans le processus du front populaire que décrète Léon Blum face à l'opposition patronale. « La fin de la semaine des quatre jeudis » que déclare avec mépris Daladier parvenu au pouvoir,

« l'apaisement » prôné dans la crise Tchécoslovaque de 1938 qui aurait dû donner un coup d'arrêt à l'expansion nazie, « plutôt Hitler que le front populaire » du maitre des forges De Wendel, « Nous ne tirerons pas les marrons du feu» de Staline pour justifier l'accord germano-soviétique, « la drôle de querre », mais aussi l'interdiction du journal l'Humanité et du parti communiste, l'exclusion de ses militants de la direction de la CGT, l'arrestation et la condamnation de députés communistes, « le chemin de l'honneur » et puis la « débâcle », « l'occupation », « la collaboration » et sa « charte du travail ».

Que d'épreuves, de combats, d'enseignements pour l'avenir.

Pour **Célestin** le combat quotidien s'accompagne aussi de la recherche d'un emploi ; Son petit fils Gérard Derveaux se rappelle son grand père frappant aux portes des entreprises :

« On embauche ? Bien sur, Y'a du boulot, qui êtes-vous ? Célestin Leduc de Dechy. Ah non, pour vous, pas de travail! »

La tradition familiale évoque aussi, encore à mots couverts, une réunion tenue dans la cave du « café des carreleurs » ou parmi une quinzaine de présents on avait cru reconnaitre Maurice Thorez et Jacques Duclos. Mais oui! C'est bien dans ce modeste estaminet que c'est tenue en juillet 1940 l'une des premières réunions de reconstitution du Parti Communiste Français.

C'est aussi dans l'arrière salle d'un petit café de **Dechy** que se réuniront début août une douzaine de jeunes hommes déterminés et qui se jurent d'agir contre l'occupant nazi.

Rappelons nous, dès le lendemain, cet immense drapeau rouge planté sur un pylône haute tension que découvrirons les habitants de **Fenain** avec cette



de g à d:JF Caré, JF Larosière de notre conseil scientifique, JM Szatny Maire de Dechy, G Derveaux petit fils de C.Leduc.



Une délégation du Musée de la Résitance Nationale avec Lucienne Nayet et Guy Hervy (au micro) était présante

répression contre la grève fera germer une autre idée de la lutte. A **Bruay**, le **8 juin**, un émissaire demande aux mineurs : « vous avez satisfaction sur le pain, la saucisse, le savon, que voulezvous de plus ? » Un ouvrier répond : « Nous voulons des fusils ! »

merveilleuse inscription : « Courage et Confiance. »

Ils étaient menés par **Félicien Joly** qui dira le **15 novembre 1941**, à quelques heures d'être fusillé : « je voulais que toute l'humanité soit heureuse... »

C'est alors qu'une immense secousse ébranlera cette terre du Nord et sera ressentie bien au-delà: le 15 mai 1941, 100 000 mineurs se mettent en grève, bravant toutes les menaces et les violences. La grande grève, à la préparation de laquelle a activement



participé Célestin Leduc, est l'unique mouvement de masse par son ampleur et ses répercussions dans l'Europe occupée. Elle ne répond pas plus à l'appel du 18 juin 1940 du général de Gaulle qu'à celui du 10 juillet de Maurice Thorez. Elle est avant tout revendicative et alimentaire. Mais dans le contexte de l'époque, dans la politique d'intimidation et de répression permanente, dans la situation de persécution du syndicalisme indépendant comme de toute forme d'expression libre, elle prend la dimension d'une grande grève patriotique.

La police et la gendarmerie française exécutant les ordres allemands s'acharnent contre les patriotes. Des corons entiers sont cernés, les maisons « visitées », des battues organisées contre les « bandits ». Mais cette

Septembre 1941, tôt le matin, une centaine d'hommes de troupe encerclent la même place où nous nous trouvons aujourd'hui. On venait arrêter un « dangereux terroriste.»

Ce sera alors l'internement ou plutôt les internements, de prisons en maisons d'arrêt, pour finir parmi les otages dans la région Lilloise.

Pour **Célestin**, après 54 ans de travail, de militantisme et de lutte, l'âge et l'état se santé ne permettent pas d'envisager une évasion.

14 avril 1942, **Fort du Vert Galant** de **Wambrechies**, 19 heures, 35 hommes sont abattus, fusillés.

La famille de Célestin apprendra son exécution par une affiche immonde placardée de nuit sur le mur de la maison

Il faudra deux longues années pour qu'elle puisse retrouver le corps. Ils avaient été jetés dans une fosse commune à **Bondues**. On reconnaitra Célestin grâce à ses chaussures et au pull-over que sa fille lui avait tricoté.

2 ans plus tard, un dimanche de novembre 1944, plusieurs milliers de personnes envahissent la place devant la mairie de Dechy. Ils sont venus de tout l'arrondissement rendre hommage par des funérailles officielles à trois enfants du pays : Maurice Richard, Maurice Masclet et Célestin Leduc.

Un jour, bien plus tard, après bien des recherches, son petit fils retrouvera le seul vestige des biens confisqués à Célestin lors de son arrestation : un dictionnaire franco-allemand acheté durant l'occupation de la guerre 14-18. Sur la première page, tracé au crayon gris, son nom et son prénom.

Ici des hommes sont nés, ont vécu, ont lutté...

Aujourd'hui une association existe. Elle a pour but de créer et animer la maison de **Célestin Leduc**, **centre de** ressources de la mémoire sociale, minière et résistante de Dechy et du bassin minier.

En 2002, à l'occasion du 60ème anniversaire, Bernard Lamirand, mon prédécesseur à la présidence de l'Institut d'Histoire Sociale CGT de la Métallurgie déclarait: « à Dechy comme ailleurs, nous avons raison de renouer avec nos racines, de retrouver les lieux où se sont crées les conditions de la lutte, comme cet estaminet où ils se réunissaient. En créant une association des amis de Célestin Leduc, nous œuvrons à la restauration de nos combats contre l'exploitation pour faire vivre et témoigner. »

Il y a 8 ans, 13 personnalités, 13 acteurs des heures les plus sombres de notre histoire avaient pris l'initiative de rédiger et signer l'appel des résistants.

2004 était pour eux l'occasion de lancer un vibrant et solennel appel.

A relire cet appel des résistants à une semaine d'une échéance politique importante pour notre pays on ne peut que penser à tous ceux qui au plus fort de la nuit n'ont jamais désespérer, on gardé la foi, l'espérance, la détermination, la volonté et la force de demeurer debout.

A l'image de **Félicien Joly** ils voulaient que toute l'humanité soit heureuse.

Célestin tu fus de ceux-là. Tu as participé à écrire des pages merveilleuses et enthousiastes et tu n'as pas failli quand les plus sombres se sont présentées. Camarade **Leduc** cet hommage que nous te rendons aujourd'hui, à toi et à tous tes camarades, de lutte, de victoire, de combat et de martyr, à Félicien, à Lise London à Raymond Aubrac, c'est aussi pour nous une étape dans notre conscience et l'écriture de notre propre histoire.

Claude Ven président de l'institut d'histoire sociale de la métallurgie



Au micro Dominique Ben Régional CGT Nord et Pas de Calais



Célébration du 8 mai 2012 au centre Jean-Pierre Timbaud

Intervention de Claude Ven président de l'institut d'histoire sociale de la métallurgie



Il me revient la charge d'être un peu plus long mais je l'espère tout aussi efficace en développant un peu sur le sujet sans trop épuiser votre attention.

En effet puisque l'on m'a confié la responsabilité de président de l'institut d'histoire sociale de la métallurgie, j'ai le devoir de mettre en œuvre la maxime que nous répétait notre ancien secrétaire général, **Jean Desmaison**: il faut faire connaître pour faire comprendre, pour agir et transmettre.

Car au fond, la question est : que célébrons-nous aujourd'hui? A qui rendons nous hommage Jacqueline Garcia évoquait à juste titre les images trompeuses d'une unité de façade lors de la commémoration officielle de mardi dernier. Alors est-ce bien cette réconciliation nationale que nous commémorons ? La victoire de nos glorieuses armées contre l'ennemi venu d'au-delà des frontières ? N'est-ce pas, à l'image du 11 novembre, une autre date concédée à une histoire douloureuse mais lointaine.

Non, le 8 mai à un autre contenu, une autre dimension. Il ponctue notre calendrier avec régularité mais son histoire est loin d'être un long fleuve tranquille.

Voilà un évènement majeur, le terme de 6 années de guerre, de 6 années d'un conflit qui fit des dizaines de millions de victimes, pour la plupart civiles, qui a détruit, ruiné l'Europe entière, saccagé des millions de familles, souillé, mutilé, martyrisé, exterminé des femmes, des hommes, des enfants. Et sa commémoration pourtant, ne s'est pas imposée comme une évidence. N'allez pas croire que les cérémonies officielles se sont succédées sans interruption depuis 67 ans. Non ce serait trop simple. Le 8 mai ne sera déclaré jour férié de commémoration en France qu'en 1953 et Charles de Gaulle, revenu par effraction au pouvoir en 1958, en supprimera le caractère férié dès 1959 avant que Valéry Giscard-D'Estaing ne le raye carrément du calendrier en 1975. Il faudra attendre 6 ans et l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 pour qu'on lui reconnaisse son caractère sacré et qu'elle prenne enfin sa dimension de fête nationale.

Pourquoi tant d'hésitation et de reniement ?

Pourquoi n'avons-nous pas vu plus tôt nos politiques main dans la main sous l'œil bienveillant et rassuré de nos forces armées ?

Parce qu'avant que notre état major ne parade et ne soit salué sur les champs Elysées il faut bien reconnaitre qu'il fut aussi le responsable de la débâcle de 1940, parce que les comportements honorables durant les années d'occupation furent bien plus rares que l'on a pu le dire à une certaine époque, parce que cette victoire on l'a doit aussi aux alliés et parmi eux aux 20 millions de morts soviétiques. Fêter le 8 mai c'est aussi remettre tout cela sur la table et en période de querre froide certains se refusaient à saluer le sacrifice de l'armée rouge. On préférait évoquer la nécessaire réconciliation avec le peuple allemand qu'il ne fallait surtout pas heurter.

Et puis surtout parce que les femmes et les hommes que nous honorons aujourd'hui, ici même au *Centre Jean Pierre Timbaud* ne sont pas issus des rangs de l'armée ni des services officiels. Ce ne sont pas ces enfants sages et résignés de l'état français, des citoyens respectueux et en toute circonstance de l'ordre

rétablit. Non. Eux ils ont refusé de rendre les armes quand le maréchal **Pétain** faisait don de sa personne à la France en sifflant la fin des hostilités et le départ de la collaboration. Ils sont avant tout des rebelles, des terroristes pour les troupes d'occupation

et la police française de Vichy, des résistants enfin pour l'histoire. Ils n'ont pas attendu de voir dans quel sens soufflait le vent. Ils ont dit non, ils se sont levés et ils ont porsuivi la lutte.

Comment ne pas honorer leur mémoire ? Ce n'est pas seulement le refus qu'ils ont exprimé, ils ont entamé le chemin de l'honneur. Comment ont-ils fait ? Comme ontils pu ?

J'évoquais il y a quelques jours le souvenir de plusieurs camarades du Nord. Dans l'arrière salle d'un petit café de **Dechy** près de **Douai**, une douzaine de jeunes hommes déterminés se sont réunis début **aout 1941** et se sont juré d'agir contre l'occupant nazi. Alors dès le lendemain, c'est un immense drapeau rouge planté sur un pylône haute tension que vont découvrir les habitants de Fenain avec cette merveilleuse inscription : « *Courage et Confiance.* » Voilà.

Ils étaient menés par **Félicien Joly** qui dira le **15 novembre 1941**, à quelques heures d'être fusillé : « *je voulais que toute l'humanité soit heureuse...* » .

Un drapeau rouge. Un immense drapeau rouge comme celui que voulait nous faire abandonner un certain individu il y a quelques jours. Que serait devenu notre pays s'il n'y avait pas eu des **Félicien Joly** avec son drapeau rouge? Que serions nous aujourd'hui si au bout d'une vie de lutte et d'engagement il n'y avait pas eu un **Jean Pierre Timbaud** qui au fond de cette carrière à **Chateaubriant**, attaché au poteau



Lucien Grimault, Jacqueline Garcia, Daniel Goutefargue et Claude Ven

d'exécution le 22 octobre 1941. lancera à la face de ses bourreaux: « vive le parti communiste allemand ». Et c'est à des hommes comme cela que l'on aurait des leçons à donner sur la réconciliation des peuples. Ils étaient 27 ce jour là devant les fusils allemands. Parmi eux Guy Mocquet, 17 ans, qui écrira simplement : « Soyez dignes de nous ». Il y a quelques temps il ne gênait pas trop Monsieur Sarkozy, le drapeau rouge de Guy Mocquet. A entendre ces accusations et ce mépris de la part de celui qui assumait les plus hautes fonctions, il est difficile de ne pas penser à Suzanne Masson, décapitée à Hambourg le 1er novembre 1943, à Henri Gautier disparu, comme broyé, après tant de combats et de souffrances dans le chaos des derniers jours à **Mauthausen**. Il y en aurait tant. Tant qui en brandissant leur drapeau rouge ont honoré le drapeau tricolore et rendu sa dignité à la France.

Mais ce qu'on leur reproche à toutes ces femmes et ces hommes c'est que non content de le ramasser dans la boue ce drapeau bleu blanc rouge, ils ont aussi redonné espoir à toute une population et reconstruit un monde différent.

Au cœur de la lutte quotidienne contre l'occupant, les milices de Vichy et la police française, dans la crainte permanente de l'arrestation, de la torture, au plus sombre de ces années terribles, ils ont mis en place Conseil National de la Résistance composé des centrales syndicales, des partis et tendances politiques sous l'impulsion de Jean Moulin. C'est ce CNR qui le 15 mars 1944 établira son programme. Ils y expriment leur angoisse devant la destruction physique de la nation que l'oppresseur hitlérien poursuit avec l'aide des hommes de Vichy, par le pillage, par la suppression de toute production utile aux français, par la famine organisée, par le maintien dans les camps d'un million de prisonniers, par la déportation d'ouvriers au nombre de plusieurs centaines de milliers, l'emprisonnement de 300 000 français et par l'exécution des patriotes les plus valeureux, dont déjà plus de 50 000 sont tombés pour la France. Aussi ils appellent à l'action



immédiate et dans ce document réfléchi, élaboré, rédigé et approuvé non pas à Londres mais dans la clandestinité et qui trace des perspectives audacieuses et progressistes, ils définissent les principes qui régiront la société future. Ils établissent les réformes indispensables sur le plan économique, social, politique et éducatif.

Ce programme ils parviendront à l'imposer en partie aux nouveaux responsables politiques à la libération. Ainsi seront mises en place les nationalisations et le 22 février 1945, l'institution des comités d'entreprise, le 4 octobre. l'ordonnance de base de la sécurité sociale et enfin le 26 avril 1946 la généralisation de la sécurité sociale incluant la retraite des vieux. Voilà ce que l'on honore aujourd'hui et voilà ce que certains n'ont toujours pas digéré 67 ans après.

Vous en voulez une preuve ? Dans l'éditorial du magazine Challenges d'octobre 2007, Denis Kessler, ancien vice-président du MEDEF déclare : « Le modèle social français est le pur produit du Conseil National de la Résistance. Un compromis entre gaullistes et communistes. Il est grand temps de le réformer, et le gouvernement s'y emploie. La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance! »

Voilà comment le président sortant avec ses commis de tous poils entamait son quinquennat. On connait la suite.

Il y a 8 ans, 13 personnalités, 13 acteurs des heures les plus sombres de notre histoire avaient pris

l'initiative de rédiger et signer l'appel des résistants.

2004 était pour eux l'occasion de lancer un vibrant et solennel appel:
- ils appelaient à célébrer le 60éme anniversaire du programme du Conseil National de la Résistance adopté dans la clandestinité le 15 mars 1944

- à ne pas démissionner ni se laisser impressionner par l'actuelle dictature internationale des marchés financiers qui menace la paix et la démocratie
- à définir ensemble un nouveau programme de résistance pour notre siècle
- à une véritable insurrection pacifique.

Ils achevaient en déclarant à ceux et celles qui feront le siècle qui commence et avec toute leur affection, plus que jamais : « créer c'est résister, résister c'est créer. » Ils étaient 13 alors, ils ne sont plus que 5. Il y a quelques semaines Lise London nous quittait et a sa suite Raymond Samuel dit Raymond Aubrac. Il rejoignait son épouse Lucie qu'il n'avait jamais vraiment quitté et qui répétait inlassablement dans les écoles ou on l'invitait à témoigner : « Résister se conjugue au présent ». En relisant cet appel des résistants dans une période d'échéances politiques importantes pour notre pays on ne peut que penser à toutes celles et tous ceux qui au plus fort de la nuit n'ont jamais désespéré, on gardé la foi, l'espérance, la détermination, la volonté et la force de demeurer debout.

A l'image de **Félicien Joly** ils voulaient que toute l'humanité soit heureuse.

« Nous ne savons pas vers quoi nous allons dans un monde de plus en plus complexe. Il nous faut des projets par respect pour ceux qui se sont battus pour élaborer cette promesse d'avenir. Il nous faut aussi cet optimisme que partageaient tous les résistants sans exception et qui les persuadait, à travers tant de dangers, d'avancer vers leurs buts, plus de liberté, plus d'égalité, plus de fraternité. Voilà ce que nous devons transmettre aux jeunes. »

Voilà ce qu'exprima Raymond Aubrac le 17 mai 2009 sur le





Ginette Desmaison, Michelle Gautier, Daly Ven

plateau des **Glières**, haut lieu des combats de la résistance, pour s'opposer à la tentation de certains de s'accaparer la mémoire de ceux qui se sont dressés contre l'occupant nazi et ses valets.

Voila pourquoi nous sommes réunis ici aujourd'hui. Voilà la mémoire que nous voulons par ce geste honorer. Mais en ce jour comment ne pas évoquer **Sétif**?

Dans cette année du cinquantième anniversaire de massacre au métro Charonne, le 8 février 1962, à la suite du massacre des manifestants algériens le 17 octobre 1961, alors que nous venons par de nombreuses initiatives de saluer l'indépendance de l'Algérie et la place que les

militants y ont tenu, je ne peux pas évoquer la victoire sur la barbarie nazie sans avoir une pensée horrifiée sur le sort que l'armée française faisait subir à des civils. Car dans cet instant de libération universelle, de l'autre coté de la méditerranée, dans les villes de Sétif, Guelma, et Kherrata, des algériens emportés par le même enthousiasme et la même espérance, brandissaient le drapeau de leur propre liberté. La répression de l'armée française fera dans la population civile des milliers de victimes.

Je ne crois pas être hors sujet. Ce n'est pas trahir la mémoire de nos camarades que de montrer l'autre face de cette journée. Ceux qui sont tombés durant ces années terribles se battaient pour un idéal qui ne faisait pas le tri entre les injustices et n'opposaient pas les victimes. Ils étaient nombreux, à l'image de Jean Pierre Timbaud à s'être battus dans les années 20 et 30 contre le colonialisme et la guerre du rif qui sévissait au Maroc. Ils sont

nombreux ceux qui après la résistance s'engageront dans la lutte pour la libération du peuple vietnamien puis du peuple algérien. Ils sauront faire grandir le nombre de ceux qui luttent pour le respect, la dignité et la libération des peuples de la terre.

Je finirais par les mots de Raymond Aubrac: « Notre république n'a d'identité qu'à travers l'héritage c'est-à-dire l'histoire parfois dramatique de ses aspirations et de ses combats. Les combattants ce sont les résistants d'aujourd'hui, ceux qui pratiquent aujourd'hui l'indignation, comme dit Stéphane Hessel, ceux qui reconnaissent l'injustice mais ne se contentent pas de la reconnaitre, ceux qui se dressent pour la combattre sans l'accepter. »

Tu as raison Jacqueline, la plus belle façon d'honorer la mémoire de ces femmes et de ces hommes c'est d'en assumer l'héritage, celui des valeurs pour lesquelles ils ont donné leur vie, par notre vigilance et notre engagement.

Célébration du 8 mai 2012 au centre Suzanne Masson et au «94»







Après un débat sur le thème «Résister dans les camps» avec les stagiaires et le personnel du centre, qui a permis de faire entendre les grands témoins survivants par un film et la présense de Gorge Abbachi. C'est *Alain Pilloux* le directeur qui évoquera la vie et l'assassinat de *Suzanne Masson*, décapitée a la Hache le 1er novembre 1943 a Hambourg. Une magnifique exposition du MRN a été présentée durant toute la quinzaine. Une prise de parole a eu lieu à la plaque de Suzanne Laine, avec un dépôt de gerbe par le syndicat cgt du centre.







Dans la salle Jean Borne

Lucien Grimault, président de l'UFM passe la parole à Jean-François Caré, secrétaire général de l'IHS cgt Métaux, qui lui aussi évoquera les pages noires du nazisme et de la collaboration. Les personnels de l'UFM, de l'AAC, du pôle technique CGT lle de France, de l'USTM, de l'UL 11ème et de l'IHS étaient présents.

Adhésions et Cotisation annuelle



Syndicat - UL - USTM - CCM - 82 €

moins de 50 adhérents 22 €

CGT Individuel: 22 €

Organisme - Association - Bibliothèque : 82 € Rédiger le chèque à l'ordre de :



A renvoyer à Institut CGT d'Histoire Sociale de la Métallurgie à l'attention de zahoua 94 rue Jean-Pierre Timbaud 75011 Paris

Cette adhésion inclut ''les Cahiers de l' histoire de la Métallurgie''

